en octobre 2001), pièce maîtresse de la lutte contre le terrorisme (islamiste). La lenteur de l'intervention de la FEMA lors de Katrina en 2005 n'est donc pas inattendue pour un gouvernement exécutif qui privilégie au contraire la sécurisation du lieu, c'est-à-dire le déploiement de forces militaires par l'envoi de la Garde nationale (10 000 hommes) et l'armée d'active (22 000), avant de procéder à l'évacuation des lieux et à l'envoi de secours. De surcroît, sur fond de guerre en Irak, un parallèle existe, selon R. Huret, dans la mentalité des soldats comme dans celle des victimes, entre le théâtre de la guerre en cours et la lutte contre les inondations à La Nouvelle-Orléans : les militaires entrent dans la ville comme s'ils se trouvaient à Bagdad, en ville ennemie. Sur les 11 000 mobilisés de la Garde nationale, 3 000 sont encore en Irak et certains des autres en reviennent. De l'Irak à Katrina, soutient R. Huret, il existe des continuités sécuritaires.

Plus qu'une narration expliquant le flagrant échec humanitaire, l'ouvrage de R. Huret contribue à la compréhension de la nature de l'État aux États-Unis dans ses transformations conservatrices. L'étude de la réponse à un cataclysme majeur permet d'éclairer le rapport entre les citoyens et l'État fédéral alors que ceux-ci sont rarement face à face. L'occasion offre un cas concret qui met en lumière les dérives sociales et politiques de la lutte contre le terrorisme, mais aussi plus profondément le recul de l'État dans le domaine social. La volonté des conservateurs d'abandonner des pans entiers du Welfare State au domaine privé est ici démontrée, de même que le recul sur les missions protectrices de l'État au profit d'un accroissement du budget de la Défense. La comparaison possible avec d'autres nations où les militaires sont souvent appelés en renfort des secours civils lors de catastrophes n'invaliderait cette proposition que si l'on ne tenait pas compte de la priorité des réponses apportées en ce cas par le gouvernement fédéral aux États-Unis, c'est-à-dire sur l'antériorité voulue de la sécurisation du lieu avant l'apport de secours. Les autobus, les médicaments, la nourriture ne furent acheminés qu'après la venue des militaires. D'où l'indignation des populations affectées, mais aussi d'une bonne part de l'opinion publique, qui joua peut-être en faveur de l'élection de Barack Obama en 2008. Reste à savoir, comme pour d'autres cas d'étude, si les défauts mis en lumière sont de nature durable dans le rapport entre gouvernement fédéral et administrés, ou s'ils ont varié selon le changement politique.

CATHERINE COLLOMP

1 - Romain HURET, *La fin de la pauvreté ? Les experts sociaux en guerre contre la pauvreté aux États-Unis, 1945-1974*, Paris, Éd. de l'EHESS, 2008 ; *Id.*, *Taxed: American Resisters to Taxation from the Early Republic to the Present*, Cambridge, Harvard University Press, à paraître.

Olivier Borraz

Les politiques du risque
Paris, Presses de Sciences Po, 2008, 294 p.

Longtemps cantonnée aux seuls domaines des ingénieurs et des économistes, la notion de risque a désormais envahi l'espace public. Comme le rappelle Olivier Borraz dans l'introduction de son ouvrage, cette notion est devenue une référence obligée pour appréhender toute une série de problèmes publics et elle a progressivement, en quelques décennies, « colonisé » le langage des institutions (p. 12). Comment rendre compte d'un tel succès ? En quoi peut-on y voir l'expression de profondes transformations qui affectent l'État et ses capacités de gouvernement ? Telles sont les questions au cœur de ce livre, dont le premier mérite est de chercher à y répondre en renouant avec les exigences de l'enquête empirique. Délaissant les considérations très générales qui caractérisent un certain nombre d'essais produits sur le sujet, comme ceux d'Ulrich Beck et d'Anthony Giddens [1], O. Borraz s'appuie sur l'étude minutieuse d'une série de cas, allant des épandages des boues d'épuration à la téléphonie mobile en passant par la vaccination contre l'hépatite B et les OGM, pour analyser la manière dont certaines activités se voient qualifiées de « risques » et la façon dont elles sont alors gérées par les pouvoirs publics. Par souci de clarté, ce processus de qualification est présenté sous l'angle d'une succession d'étapes, chacune d'entre elles faisant l'objet d'un chapitre.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux mobilisations et aux controverses à l'origine de la reconnaissance publique de certains risques et de leur inscription sur l'agenda des autorités politiques. C'est l'occasion de rappeler que le processus de mise en visibilité d'un risque peut emprunter bien d'autres voies que la traditionnelle quantification scientifique. Aussi est-ce plutôt en mobilisant les acquis de la sociologie des mouvements sociaux qu'O. Borraz décrit comment des doutes et des soupçons en viennent à émerger à propos d'une activité, lesquels donnent lieu à des mobilisations locales et à des conflits dont la dynamique contribue généralement à faire proliférer les incertitudes ainsi que les acteurs concernés. Au terme de ce processus d'amplification, le problème initial a été transformé ; il s'est vu attribué des caractéristiques qui permettent de le qualifier de risque sanitaire et de le traiter en tant que tel.

La deuxième partie, portant sur la prise en charge et le traitement des risques, permet à O. Borraz de déployer l'argument central de son livre, qui se présente sous la forme d'un paradoxe : d'un côté, le cadrage d'un certain nombre de problèmes publics en termes de risques conduit l'État à réaffirmer sa mission régalienne de production de la sécurité. Chaque crise sanitaire est ainsi l'occasion pour les pouvoirs publics d'afficher leur volonté de prise en charge et de contrôle des risques grâce au recours à l'expertise scientifique. Seulement ce que montre, d'un autre côté, l'analyse du traitement de ces risques, c'est précisément l'incapacité de l'État à réduire les incertitudes et à conjurer les menaces dont elles sont porteuses. En somme, c'est un sentiment d'impuissance qui gagne les représentants de l'État lorsqu'ils constatent la faiblesse de leurs moyens de contrôle des activités porteuses de risques. Il s'ensuit des stratégies de dilution de responsabilité ou d'évitement, qui se traduisent par la mise en place de dispositifs dont « l'enjeu n'est pas tant de prévenir les risques que de réduire leurs effets potentiels sur l'État s'ils venaient à se réaliser » (p. 32). Par ailleurs, la production de connaissances et la gestion concrète des risques sont de plus en plus déléguées à des acteurs non étatiques, et en premier lieu aux entreprises et aux collectivités locales, sans que cela s'accompagne d'un réel contrôle de la part des pouvoirs publics. En accordant une priorité à la gestion du « risque institutionnel » ou « réputationnel » et en abandonnant sa mission de protection des citoyens à d'autres acteurs, l'État serait ainsi devenu lui-même un « facteur de risque ».

L'argument est audacieux et d'autant plus dérangeant que la démonstration d'O. Borraz est menée de manière exemplaire et emporte la conviction. L'auteur s'appuie non seulement sur de multiples exemples issus de ses travaux de recherche sur les politiques du risque en France, mais il nous fait également bénéficier de sa connaissance approfondie des cas étrangers ainsi que de l'abondante littérature sociologique produite sur ces questions. Au fil des chapitres, on croise les principales théories et paradigmes qui ont jalonné ce champ d'études, de la théorie culturelle de Mary Douglas et Aaron Wildavsky à l'approche « psychométrique » développée par Paul Slovic, dont l'auteur évalue les apports et surtout pointe les limites.

Si la précision analytique dont fait preuve O. Borraz est incontestablement l'un des points forts de cet ouvrage, on regrette cependant le flou qui entoure la notion de risque elle-même. En effet, le risque est tantôt envisagé comme le résultat d'un processus ayant eu pour effet de rendre visibles les incertitudes d'une activité, tantôt comme le produit d'un processus inverse consistant à réduire ces mêmes incertitudes. Cette définition variable nuit à la cohérence du modèle séquentiel proposé par l'auteur : ainsi le lecteur est-il tout d'abord invité à suivre les étapes de la « Construction sociale et politique des risques » (partie I), avant de comprendre la manière dont ces risques font l'objet d'une... « Mise en risque » (partie 2). Tout le problème tient au fait qu'O. Borraz refuse de reprendre à son compte la distinction classique proposée par les économistes entre ces deux notions voisines que sont l'incertitude, d'une part, et le risque, d'autre part. Selon cette perspective, le risque n'est rien d'autre qu'un moyen de cerner et de maîtriser l'incertitude grâce au calcul probabiliste. Or c'est précisément la capacité de la science à transformer certaines incertitudes en risques qui est aujourd'hui

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press

prise en défaut et qui permet d'expliquer à la fois la vulnérabilité des pouvoirs publics face aux crises et aux controverses sanitaires et l'émergence de nouveaux dispositifs et principes d'action tels que le principe de précaution. Loin de nuire à l'argumentation développée par l'auteur, la distinction entre risque et incertitude n'aurait fait que la renforcer. Elle lui aurait aussi permis de prendre définitivement ses distances avec la fameuse sentence proposée par U. Beck : car s'il est une évolution majeure dans ce domaine, ce n'est pas que nous soyons entrés dans une « société du risque », c'est bien que nous en sommes sortis.

YANNICK BARTHE

1 - Ulrick BECK, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Aubier, 2001 ; Anthony GIDDENS, *Les conséquences de la modernité*, trad. par O. Meyer, Paris, L'Harmattan, [1990] 1994.

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press

Noémie Villacèque, *Spectateurs de paroles ! Délibération démocratique et théâtre à Athènes à l'époque classique* (Pauline Schmitt Pantel) p. 187-189

Virginie Hollard, *Le rituel du vote. Les assemblées romaines du peuple* (Cyril Courrier) p. 189-191

Antony Hostein, *La cité et l'empereur. Les Éduens dans l'Empire romain d'après les* Panégyriques latins (Gabrielle Frija) p. 191-193

Marios Costambeys, Matthew Innes et Simon MacLean, *The Carolingian World* (Geneviève Bührer-Thierry) p. 193-194

Florence Close, *Uniformiser la foi pour unifier l'Empire. Contribution à l'histoire de la pensée politico-théologique de Charlemagne* (Sumi Shimahara) p. 194-196

Anne A. Latowsky, *Emperor of the World: Charlemagne and the Construction of Imperial Authority, 800-1229* (Martin Gravel) p. 197-199

Jacques Dalarun, *Gouverner c'est servir. Essai de démocratie médiévale* (Sylvain Piron) p. 199-201

Patricia Turning, *Municipal Officials, Their Public, and the Negotiation of Justice in Medieval Languedoc: Fear Not the Madness of the Raging Mob* (Vincent Challet) p. 201-203

François Foronda (dir.), *Avant le contrat social. Le contrat politique dans l'Occident médiéval, XIII^e-XV^e siècle* (Roxane Chilà) p. 203-204

François Foronda, *El espanto y el miedo. Golpismo, emociones políticas y constitucionalismo en la Edad Media* (Corinne Péneau) p. 204-205

Bernadette Martel-Thoumian, *Délinquance et ordre social. L'État mamlouk syro-égyptien face au crime à la fin du IX^e-XV^e siècle* (Julien Loiseau) p. 206-207

Andrea Gamberini et Isabella Lazzarini (dir.), *The Italian Renaissance State* (Pierre Savy) p. 207-209

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press

Götz-Rüdiger Tewes, *Kampf um Florenz. Die Medici im Exil, 1494-1512* (Agnès Pallini-Martin) p. 209-210

Jérémie Barthas, *L'argent n'est pas le nerf de la guerre. Essai sur une prétendue erreur de Machiavel* (Serena Ferente) p. 210-212

Florence Buttay-Jutier, *Fortuna. Usages politiques d'une allégorie morale à la Renaissance* (Jean-François Dubost) p. 212-215

Arlette Jouanna, *Le pouvoir absolu. Naissance de l'imaginaire politique de la royauté* (Robert Descimon) p. 215-217

Thierry Rentet, *Anne de Montmorency. Grand maître de François Ier* (Cédric Michon) p. 217-218

Bertrand Haan, *L'amitié entre princes. Une alliance franco-espagnole au temps des guerres de Religion, 1560-1570* (Alain Hugon) p. 218-220

Stuart Carroll, *Martyrs and Murderers: The Guise Family and the Making of Europe* (Robert Descimon) p. 220-222

Michel Cassan, *La grande peur de 1610. Les Français et l'assassinat d'Henri IV* (Jean-François Dubost) p. 222-224

Pierre Gatulle, *Gaston d'Orléans. Entre mécénat et impatience du pouvoir* (Olivier Poncet) p. 224-225

Alexandre Dupilet, *La Régence absolue. Philippe d'Orléans et la polysynodie, 1715-1718* (Katia Béguin) p. 225-227

Rafe Blaufarb, *The Politics of Fiscal Privilege in Provence, 1530s-1830s* (Élie Haddad) p. 227-230

Stéphane Jettot, *Représenter le roi ou la nation ? Les parlementaires dans la diplomatie anglaise, 1660-1702* (Virginie Martin) p. 230-232

Guillaume Gaudin, *Penser et gouverner le Nouveau Monde au XVIIe siècle. L'empire de papier de Juan Díez de La Calle, commis du Conseil des Indes* (Boris Jeanne) p. 232-234

Pablo Ortemberg, *Rituels du pouvoir à Lima. De la Monarchie à la République (1735-1828)* (Jacques Poloni-Simard) p. 234-236

Thomas Biskup, *Friedrichs Grösse. Inszenierungen des Preussenkönigs in Fest und Zeremoniell 1740-1815* (Claire Gantet) p. 236-237

Stefan Winter, *The Shiites of Lebanon Under Ottoman Rule, 1516-1788* (Gilles Veinstein †) p. 238-240

M'hamed Oualdi, *Esclaves et maîtres. Les mamelouks des beys de Tunis du XVIIe siècle aux années 1880* (Thomas Glesener) p. 240-242

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press

Iain McDaniel, *Adam Ferguson in the Scottish Enlightenment: The Roman Past and Europe's Future* (Silvia Sebastiani) p. 242-244

Léonard Burnand, *Les pamphlets contre Necker. Médias et imaginaire politique au XVIII^e siècle* (Jean-Yves Grenier) p. 244-245

Laure Murat, *L'homme qui se prenait pour Napoléon. Pour une histoire politique de la folie* (Jean-Luc Chappey) p. 245-248

Eveline G. Brouwers, *Public Pantheons in Revolutionary Europe: Comparing Cultures of Remembrance, c. 1790-1840* (Antoine Lilti) p. 248-250

Bruno Dumons et Hilaire Multon (dir.), *Blancs et contre-révolutionnaires en Europe. Espaces, réseaux, cultures et mémoires, fin XVIII^e-début XX^e siècles : France, Italie, Espagne, Portugal* (Alexandre Dupont) p. 250-252

Jean-Pierre Dedieu, *Après le roi. Essai sur l'effondrement de la monarchie espagnole* (Héloïse Hermant) p. 252-254

Jean-Baptiste Busaall, *Le spectre du jacobinisme. L'expérience constitutionnelle française et le premier libéralisme espagnol* (Alain Hugon) p. 254-256

Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron et Emmanuel Fureix (dir.), *La liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe* (Quentin Deluermoz) p. 256-258

Vincent Robert, *Le temps des banquets. Politique et symbolique d'une génération, 1818-1848* (Mathilde Larrère) p. 258-260

Karine Salomé, *L'ouragan homicide. L'attentat politique en France au XIX^e siècle* (Emmanuel Fureix) p. 260-262

Alexandre Niess, *L'hérédité en République. Les élus et leurs familles dans la Marne, 1871-1940* (Bertrand Goujon) p. 262-264

Anne-Sarah Bouglé-Moalic, *Le vote des Françaises, cent ans de débats (1848-1944)* (Magali Della Sudda) p. 264-265

Vivien Bouhey, *Les anarchistes contre la République, 1880-1914. Contribution à l'histoire des réseaux sous la Troisième République* (Christophe Prochasson) p. 266-267

Didier Guignard, *L'abus de pouvoir dans l'Algérie coloniale. Visibilité et singularité* (Emmanuelle Saada) p. 267-269

Sol Serrano, *¿Qué hacer con Dios en la República? Política y secularización en Chile (1845-1885)* (Annick Lempérière) p. 269-271

Taline Ter Minassian, *Reginald Teague-Jones. Au service secret de l'Empire britannique* (Anna Pondopoulo) p. 271-273

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press

Alexandre Sumpf, *Bolcheviks en campagne. Paysans et éducation politique dans la Russie des années 1920* (Grégory Dufaud) p. 274-275

Stéphanie Roulin, *Un credo anticommuniste. La Commission Pro Deo de l'Entente internationale anticommuniste ou la dimension religieuse d'un combat politique (1924-1945)* (Laura Pettinaroli) p. 275-277

Albert Kéchichian, *Les Croix-de-feu à l'âge des fascismes. Travail, famille, patrie* (Danielle Tartakowsky) p. 277-279

Enrico Galavotti, *Il Professorino. Giuseppe Dossetti tra crisi del fascismo e costruzione della democrazia 1940-1948* (Frédéric Attal) p. 279-280

Serge Berstein, Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites* (Sylvain Laurens) p. 280-282

Joël Mouric, *Raymond Aron et l'Europe* (Florence Hulak) p. 282-284

Michael Scott Christofferson, *Les intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)* (Christophe Prochasson) p. 284-286

Céline Spector, *Au prisme de Rousseau : usages politiques contemporains* (Luc Foisneau) p. 286-289

Pierre Bourdieu, *Sur l'État. Cours au Collège de France, 1989-1992* (Francesco Callegaro) p. 289-291

Olivier Zunz, *Philanthropie en Amérique. Argent privé, affaires d'État* (Sabine Rozier) p. 291-293

Romain Huret, *Katrina, 2005. L'ouragan, l'État et les pauvres aux États-Unis* (Catherine Collomp) p. 293-294

Olivier Borraz, *Les politiques du risque* (Yannick Barthe) p. 294-296

https://doi.org/10.1353/ahs.2014.0051 Published online by Cambridge University Press